

Les politicien·ne·s suisses surestiment systématiquement le conservatisme de leur électorat – sans effet sur leur succès électoral

Léïla Eisner, Jan Rosset, Frédéric Varone
28th July 2026



La série
Special Issue

SPSR

Swiss Political Science Review
Schweizerische Zeitschrift für Politikwissenschaft
Revue Suisse de Science Politique
Rivista Svizzera di Scienza Politica

The 2023 Swiss National Elections

Line Rennwald, Marlène Gerber & Elie Michel

Lors des campagnes de votation, un argument revient souvent : les citoyen·ne·s ne seraient “pas prêt·e·s” pour certaines réformes progressistes. Cette idée repose sur une hypothèse implicite – que les politicien·ne·s savent assez précisément ce que pense leur électorat.

Nous avons testé cette hypothèse sur la base de données issues des élections fédérales de 2023 en Suisse. Nos résultats montrent pourtant une tout autre

réalité. Les candidat·e·s aux élections de tous les grands partis surestiment systématiquement le conservatisme de leur électorat respectif. Toutefois, ce biais ne se traduit ni par un désalignement entre politicien·ne·s et citoyen·ne·s, ni par un avantage électoral pour les candidat·e·s capables de mieux sentir l'opinion publique.

À propos de l'enquête

Enquête réalisée par FORS/Selects auprès de la population en mai 2023 (N=2'866) et auprès des candidat·e·s aux élections fédérales en octobre 2023 (N= 2'056). Les questions posées aux citoyen·ne·s sont :

Êtes-vous pour : l'augmentation de l'âge de la retraite (p. ex. à 67 ans) / l'introduction d'un salaire minimum de 4'000 CHF pour un poste à plein temps, pour toutes les personnes salariées / l'introduction du droit de vote et d'éligibilité au niveau communal pour les personnes étrangères qui résident en Suisse depuis au moins 10 ans / que les couples de même sexe aient les mêmes droits que les couples hétérosexuels dans tous les domaines ?

Les candidat·e·s ont répondu aux mêmes questions et estimé la part de leur électorat qui soutient chacune des quatre propositions: *Veuillez estimer le pourcentage d'électeur·trice·s de votre parti d'accord avec cet énoncé.*

Les électeur·rice·s perçu·e·s comme plus conservateur·rice·s qu'ils/elles ne le sont

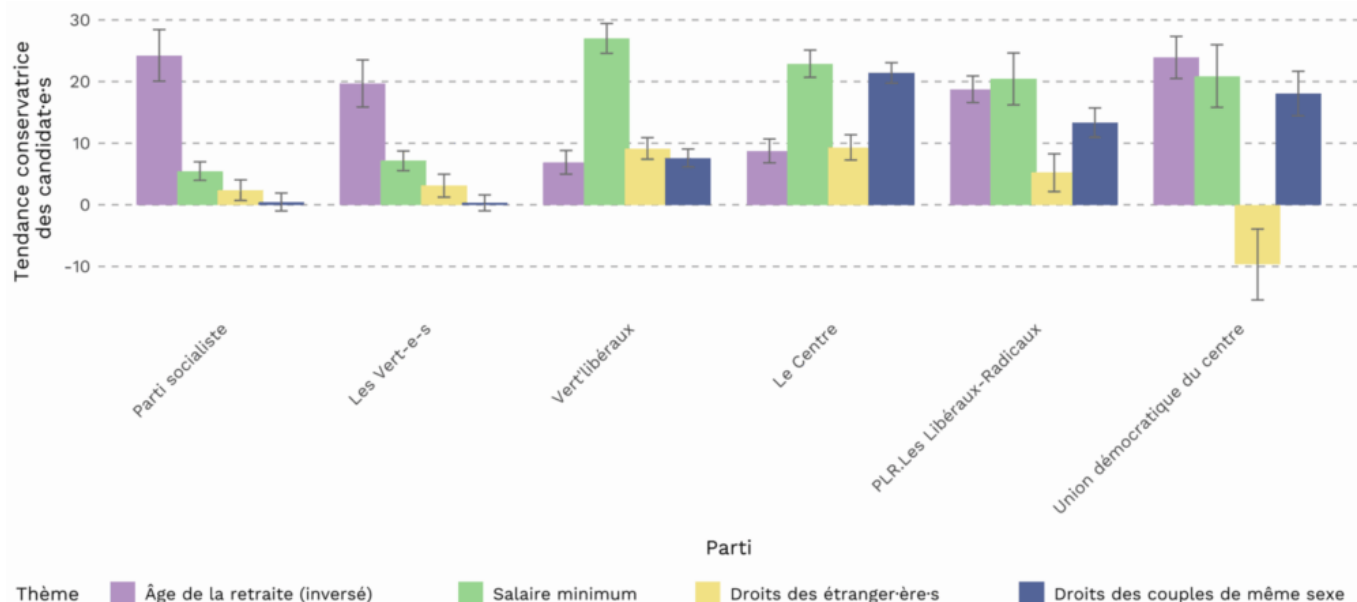
Sur quatre enjeux– l'introduction du salaire minimum, l'augmentation de l'âge de la retraite, la garantie des droits des couples de même sexe et l'octroi du droit de vote des étrangers – les candidat·e·s se trompent de manière systématique en évaluant les positions de leur électorat.

Les politicien·ne·s pensent que leurs électeur·rice·s sont plus opposé·e·s aux réformes progressistes (salaire minimum, droits des couples de même sexe et droit de vote des étrangers) et plus favorables aux réformes conservatrices (augmentation de l'âge de la retraite) qu'ils/elles ne le sont en réalité. Ce biais de "conservatisme perçu" est robuste et généralisé. Il est particulièrement marqué sur certaines questions économiques tandis qu'il est un peu plus limité sur les enjeux culturels.

Un biais commun à tous les partis

Ce résultat ne concerne pas un camp politique spécifique. Il traverse l'ensemble du spectre partisan. Les candidat·e·s de gauche, du centre et de droite surestiment tous le conservatisme de leur propre base électorale. L'intensité varie mais la direction du biais est constante.

■ **Figure 1. Biais de conservatisme perçu parmi les candidat·e·s avec intervalles de confiance à 95 %**



Données: Auteur·es · Graphique: Sophie de Stefani, DeFacto · Exemple de lecture: Les candidat·e·s des Verts libéraux estiment à tort que 45% de leur électorat soutient l'introduction d'un salaire minimal alors que 72% de leurs électeur·trice·s soutiennent effectivement cette proposition. La barre de 27% mesure l'ampleur du biais de conservatisme perçu.

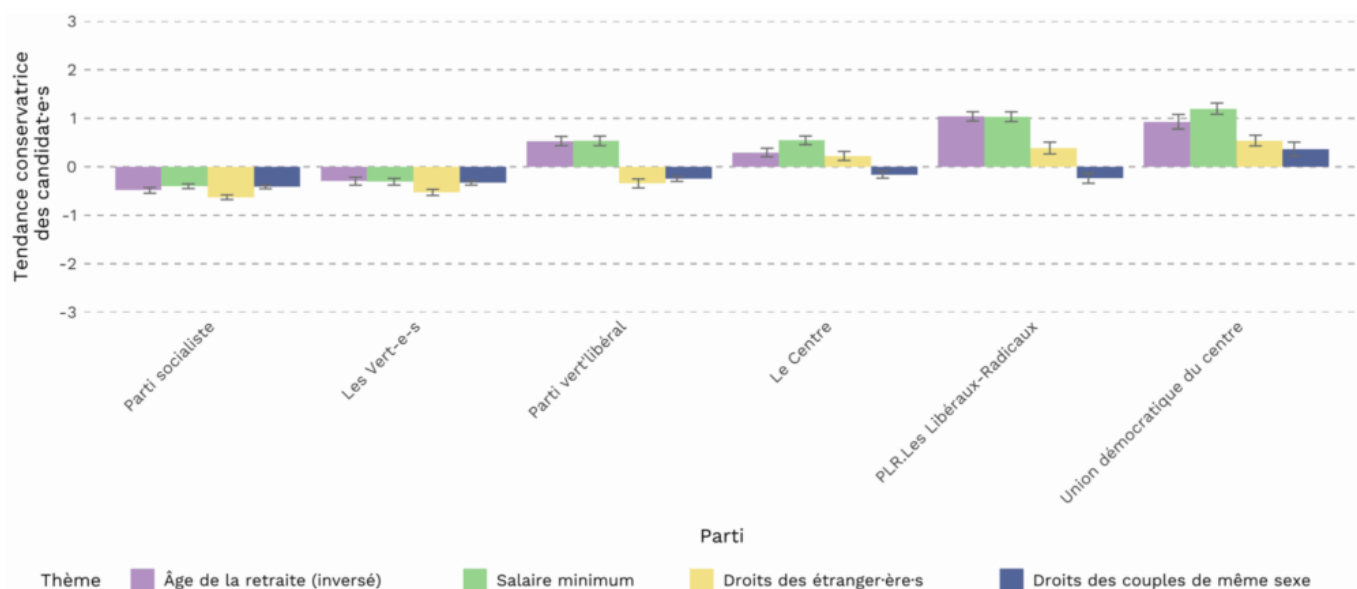
Des candidat·e·s plus extrêmes que leur électorat

Outre ce biais, les données montrent aussi que :

- les candidat·e·s de gauche sont en moyenne plus progressistes que leur électorat,
- les candidat·e·s de droite sont en moyenne plus conservateurs que leur électorat.

Autrement dit, les politicien·ne·s ont des positions plus marquées que celles de leur base électorale.

Figure 2. Congruence des préférences politiques entre les candidat·e·s et les électeur·rice·s de leur parti avec intervalles de confiance à 95 %



Aucun effet électoral direct

Un résultat particulièrement surprenant concerne les effets de ce biais de conservatisme perçu et de non-congruence des préférences sur la compétition électorale elle-même : ni la précision des estimations de l'opinion publique par les candidat·e·s, ni la proximité entre leurs positions et celles de leur électorat n'ont d'effet sur la probabilité d'être élu·e au parlement fédéral.

Les déterminants de la réussite électorale restent ailleurs : la position sur la liste, l'expérience politique et le capital de carrière dominant. Mieux comprendre son électorat ne semble pas constituer un avantage électoral direct.

Une tendance à la prudence politique ?

Ces résultats soulèvent une question plus large pour la démocratie représentative : que se passe-t-il lorsque les candidat·e·s et les élu·e·s ne perçoivent pas correctement les préférences de leur électorat ? Le biais de conservatisme apparaît ici comme un phénomène structurel, présent dans tous les partis. Une interprétation possible est qu'il joue un rôle indirectement stabilisateur.

En surestimant le conservatisme de leur électorat, les politicien·ne·s anticipent une résistance plus forte aux réformes progressistes. Cela peut les conduire à adapter leur rythme de réforme ou leur stratégie de communication. Dans cette perspective, le biais génère une forme de prudence politique intégrée au fonctionnement du système.

Reste toutefois une épineuse question ouverte : qu'est-ce qui produit et maintient ce biais ? Est-il lié aux contacts des politicien·ne·s avec certains groupes conservateurs plus vocaux, aux interactions entre élites politiques elles-mêmes, ou à des mécanismes cognitifs plus généraux comme la projection sociale ?

Conclusion : un paradoxe de la représentation

L'ensemble de ces résultats dessine un paradoxe. Les politicien·ne·s suisses se trompent systématiquement sur le degré de conservatisme de leur électorat, mais cette erreur ne se traduit pas par une sanction électorale pour les plus éloignés de la réalité.

La démocratie représentative apparaît ainsi moins comme un système fondé sur une perception exacte des préférences citoyennes que comme un ensemble de mécanismes où perception biaisée, positionnement idéologique et logiques électorales coexistent sans s'annuler.

Étude électorale suisse Selects

Cet article fait partie d'un [numéro spécial](#) de la Revue Suisse de Science Politique consacré aux élections fédérales 2023. Les contributions se basent essentiellement sur les données de l'étude électorale suisse [Selects](#) qui

examine le comportement électoral des citoyennes et citoyens suisses lors des élections nationales depuis 1995. Selects est financée par le [Fonds national suisse](#) et réalisée par [FORS](#) à Lausanne. Toutes les données sont librement accessibles à des fins scientifiques sur la plate-forme [SWISSUbase](#). Le numéro spécial a suivi le processus standard d'évaluation par les pairs pour la publication d'articles scientifiques.

Cet article est une version courte de:

- Eisner, Léïla, Jan Rosset & Frédéric Varone (2026). [Perceptual accuracy, policy congruence and electoral success of candidates.](#) *Swiss Political Science Review*, Vol. 32, Issue 2.

Image: [Unsplash](#)